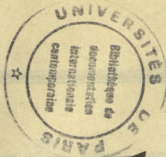


le monde libertaire



Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

28 MARS AU 3 AVRIL 1991

N° 821

10,00 F

EDITORIAL

Alors que la Réunion connaît des journées d'émeutes sur fond de crise sociale, le ministre de l'Intérieur vient de révoquer l'inspecteur Gaudino, qui s'était illustré il y a quelques mois en dénonçant les liens financiers privilégiés entre le Parti socialiste et les bureaux d'études Urba-Gracco. Répression d'un côté, scandale avec pour toile de fond une affaire de fausses factures que l'on étouffe de l'autre. La guerre du Golfe terminée, la politique reprend ses droits à grande vitesse. Le cas Gaudino - pour qui roule-t-il, au fait ? - illustre bien le mépris de nos gouvernants, qui jonglent à longueur d'année avec l'argent des contribuables et des sociétés au gré de leur fantaisie. Qu'un fonctionnaire un peu trop curieux lève un lièvre et la machine politico-administrative se met inexorablement en marche jusqu'à son écrasement. Les délinquants en col blanc, que sont les hommes politiques, ont beau jeu de venir nous parler du « devoir de réserve » des fonctionnaires, eux qui puissent sans réserve aucune dans les caisses. Rocard, à la Réunion, a prétendu ne pas être le Père Noël. Venir jouer les redresseurs de tort quand durant six mois on a gaspillé quarante-cinq millions de nouveaux francs, quotidiennement, lors de la crise du Golfe, quel culot !

Ils nous prennent pour des imbéciles, et comble de cynisme la filouterie se fait au grand jour, sans l'ombre d'une seule hésitation. Combien de Gaudino, et combien de cocus ? Et pour combien de temps encore ?

Interview de Maryse Tripiet
à propos de...
« L'Immigration dans la
classe ouvrière en France »
P. 4 et 5

TRISTES TROPIQUES

La Réunion en ébullition

LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE !

« Je n'ai pas de rapport, pas de lien de cousinage ni de lien de parenté avec le Père Noël. »

Michel Rocard
(à Saint-Denis-de-la-Réunion)

Nick
Raletz



Durant la guerre du Golfe, il s'est trouvé un Père Noël pour déboursier, chaque jour, un minimum de 45 millions de francs (4 milliards 500 millions d'anciens francs). Que l'on s'en souviennne !

SAINTE-DENIS-DE-LA-RÉUNION a connu de nombreux « incidents » dans la nuit du 17 mars, suite à la venue de Michel Rocard sur l'île. On a déjà parlé des émeutes du 23 février qui avaient fait suite à l'interdiction d'une télévision pirate locale, Télé-Free-Dom. Mais il faut s'attarder sur la situation « médiatique » de l'île.

Sur les divers confettis de l'empire, la principale station télévisuelle (Dieu domestique moderne) est RFO. Cette

chaîne, monstre antédiluvien, dernier reste du paysage audiovisuel d'« avant », reste un des plus sûrs moyens du pouvoir d'asseoir son néo-colonialisme et la notion de nécessité de son existence. Mais cette télé « voix de la France », c'est comme le résume un journaliste réunionnais : « FR3-Picardie en 1960 ».

Face à cela, Télé-Free-Dom a très bien su se « placer » dans les vides laissés par l'incurie de RFO. Plus qu'une véritable télé locale, c'était avant tout l'exemple

type de l'anti-RFO. Et c'est (semble-t-il) contre l'interdiction de cette contre-culture que se sont battus les habitants du Chaudron.

La lutte entre ces deux chaînes, ou plutôt entre l'Etat et cette chaîne, marque surtout la lutte entre deux conceptions de la culture : l'assimilation au moule métropolitain tant vantée par nos gouvernants et le patchwork de cultures coexistant et interférant entre elles.

Quand RFO parlait des embouteillages à Paris ou Lyon, Télé-Free-Dom parlait, elle, de l'homosexualité, de l'alcoolisme, du SIDA.

Assimilation et patchwork

Plus encore, c'est la conception de ce qu'est un peuple qui est en jeu. Face au mythe de l'union nationale, tellement en vigueur actuellement, il faut rappeler que d'où qu'il soit un peuple restera toujours une somme d'individus et que chaque individu, compte tenu de son passé, de son éducation, n'aura pas systématiquement les mêmes références culturelles qu'un autre individu.

C'est là qu'a débarqué, pour quelques heures seulement, le Premier « sinistre ». Il a aussitôt déclaré : « je n'ai pas de rapport, pas de lien de cousinage ni de lien de parenté avec le Père Noël ». Et alors que Jean-Jo, « porte-parole officieux des jeunes en révolte » (1), l'accusait, lui et ses

compères, de « prendre les Réunionnais pour des cons, justes capables de voter et de mourir à la guerre » (2), le représentant du gouvernement est parti dans une diatribe volumineuse au sujet d'une « bataille pour l'organisation de la planète » (et quelle organisation !) et sur sa non-responsabilité économique du fait des taux d'intérêts qui se jouent « entre Tokyo, New York... » et sur « la faiblesse de ses moyens budgétaires ».

Il a de plus affirmé : « une grande politique sociale ne peut pas se limiter à une distribution d'argent, (...) mais se reconstruit au fait que (...) toute souffrance doit trouver un accompagnateur. »

Ces discours d'une clarté exemplaire n'est pas si anodin qu'il n'y paraît : il marque la fin officielle du mythe agonisant de l'Etat-providence. Celui-ci apparaît maintenant plus comme ce monstre froid et anihilateur qu'il a toujours été. On ne dit plus : « Nous allons tout résoudre » mais on réplique « Nous allons vous accompagner » comme on le dirait à un cancéreux, un aveugle ou un sidéen.

Alors que nous fêtons, cette année, les 120 ans de la Commune de Paris, il faudrait se rappeler que seule la prise en charge par chaque individu de ce qui le concerne peut donner à chacun l'autonomie et la liberté à laquelle il aspire.

Vincent C. (gr. Déjacque de Lyon)

(1) Cf. le Monde du 19 mars 1991.

LE CATECHISME EN QUESTION

Laissez-les vivre !

La polémique dure depuis plusieurs années : d'un côté la demande sociale, avec la généralisation du week-end, pousse à ce que l'école ouvre le mercredi après-midi et ferme le samedi matin pour que les parents qui travaillent (ça arrive souvent) puissent bénéficier avec leurs progénitures de ces deux jours de temps libre. Mais, d'un autre côté, cela heurte l'épiscopat conscient qu'il perdrait dans ce nouvel aménagement du temps scolaire nombre de clients du catéchisme du mercredi après-midi.

Jospin essaye donc de biaiser, avec un nouveau décret qui transporte le problème au niveau local, c'est-à-dire de l'Académie.

En effet, « les inspecteurs d'Académie pourront, sous certaines limites (lesquelles ? On n'en sait que fître !) déroger à la règle actuelle et accorder aux écoles qui le souhaiteraient le calendrier qu'elles auront, elles-mêmes, mis au point ».

En fait, rien n'est réglé et c'est une manière fort habile de ne pas trancher ! Cette affaire appelle quelques remarques : il est inadmissible de reconnaître à l'épiscopat un tel rôle, une telle importance ! Bien naïfs sont ceux et celles qui croient ou croient encore à la fameuse laïcité dont on nous a tant rebattus les oreilles lors de l'hypocrite et manipulateur « affaire des voiles » !

En ce qui concerne l'emploi du temps des scolaires, c'est de l'avis des parents, des professeurs, des élèves, ainsi que des critères comme le respect des rythmes biologiques de l'enfant, son confort psychologique dont il faut tenir compte ! Mais certainement pas des protestations de ces curés qui « flippent » de ne plus pouvoir bourrer le crâne des ces chères têtes qui n'ont rien demandé avec leurs conneries de « crétinos » historiettes à la noix ni d'ailleurs des intérêts des professionnels du tourisme (voir remise en cause des dates des vacances scolaires).

Régis (gr. Kronstadt de Lyon)

GRECE

Temps de contestation

Les 10 et 11 janvier furent des jours d'une grande violence, telle qu'Athènes n'en avait pas connue depuis de nombreuses années. Les occupations d'écoles et d'universités n'expriment plus seulement l'opposition au projet gouvernemental de réforme de l'éducation, mais un véritable défi au pouvoir de l'Etat et une extension généralisée de la résistance à la répression étatique et au renforcement de l'austérité dans le cadre de l'unification au sein du super-Etat européen.

Les occupations d'écoles ont commencé début décembre 90, en réaction aux projets du gouvernement concernant l'éduca-

tion. Le projet le plus contesté prévoyait un « système de points » - une notation de l'assiduité et du comportement, à la fois dans l'école et à l'extérieur. Selon le projet, les étudiants n'obtenant pas un nombre de points suffisants devraient redoubler.

Il était prévu, aussi, la suppression du statut d'« immunité » des écoles et des universités, en interdisant l'accès à la police. Les autres réformes concernaient les examens, la nécessité pour les étudiants d'acheter leurs livres, et l'interdiction de toute activité politique à caractère indépendant.

Le système éducatif grec est archaïque et inefficace. La plupart des étudiants sont obligés de suivre des cours particuliers supplémentaires, en langues et même en mathématiques ou en sciences. Les manuels scolaires sont désuets. On manque souvent de professeurs, alors que quantité d'enseignants au chômage sont sur des listes d'attentes. Les locaux sont,

par ailleurs, vétustes, trop petits, mal chauffés et bâtis comme des prisons.

Les précédents projets de réformes de l'éducation (privatisations, prêts étudiants et fermetures de résidences universitaires et de cafétérias) avaient déjà provoqué quelques occupations d'universités. Alors qu'au même moment on autorisait aux établissements privés des pratiques illégales d'embauche de personnel et de relations avec les universités étrangères.

Ces projets de réforme de l'éducation doivent aussi être replacés dans le contexte des lois anti-grève et « anti-terrorisme », et des tentatives de réhabilitation des membres de la junte militaire de 1967-1974, actuellement emprisonnés.

Au début, toute les écoles secondaires des régions de Salonique et Réthimnon (Crète) sont occupées, puis le mouvement s'étend rapidement au reste du pays et

(suite page 3)

T 2137 - 821 - 10,00 F



F°P.2520

SONDAGES D'OPINION...

Le piège à cons

EN 1973, Sartre écrivait un texte intitulé : *Elections, piège à cons* dans lequel il montrait que le vote ne permettait que d'abdiquer son pouvoir d'agir contre le système capitaliste (1). Dans la panoplie des moyens nombreux dont dispose le pouvoir pour s'assurer les moyens de sa reproduction on peut compter le sondage d'opinion. Nous avons aujourd'hui assez de recul sur ce phénomène, qui se développe depuis les années 70, pour juger de la récupération qui en est faite.

En quelques lignes, je vais essayer de montrer que la spécificité de cette pratique conduit les individus, les interviewés comme les usagers, à abdiquer leur pouvoir de penser contre le système capitaliste (2).

On verra que ce n'est pas un hasard s'ils fleurissent tout particulièrement dans les moments (les élections, la guerre) où les politiques recherchent la consécration aussi bien de leurs actions que leur manière d'interpréter le monde.

Il est relativement secondaire pour mon propos de remarquer que la scientificité des sondages d'opinion est loin d'être toujours assurée. Bien qu'il ne faille pas l'oublier.

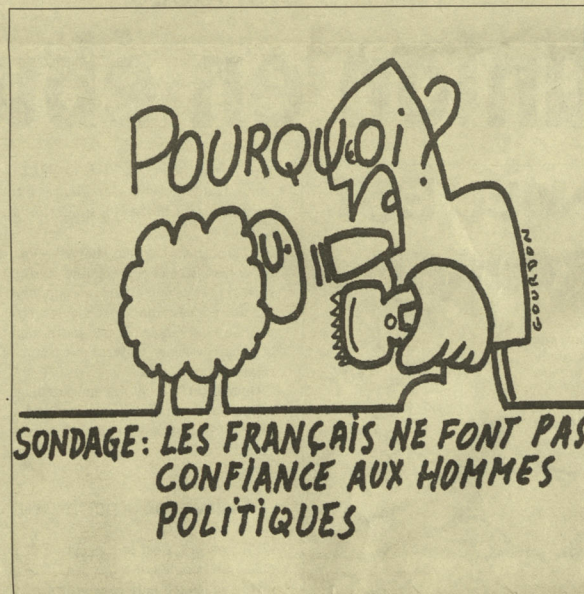
L'essentiel est l'utilisation qui est faite d'une opinion publique qui n'existe pas. Car on a beau l'affubler de caractères psychologiques (l'opinion pense que, elle a peur de, elle se demande si...), en faire une entité métaphysique, elle n'est au sens propre que l'addition d'opinions émises en privé.

On peut schématiquement dire qu'au principe du sondage, il y a trois postulats (3).

D'abord, que tout le monde peut avoir une opinion. Ainsi, questionne-

ment sans débrider en ce moment sur des questions de géopolitique pour lesquelles il est requis une indubitable connaissance de la situation. Celle-là même que la génération spontanée

d'informations proposés ou autorisés par l'Etat pourrait-il se faire une opinion qui ne soit pas celle de la patrie ? Sinon à avoir une certaine compétence politique.



actuelle d'expert en Proche-Orient se vante de posséder. Nous ne voulons pas dire que seule une élite intellectuelle peut se prononcer sur de tels problèmes, elle fait d'ailleurs chaque jour la preuve de sa servilité, mais constater que nous sommes saturés d'informations *ad hoc*, de propagande, c'est-à-dire sous-informés. Comment celui qui n'a accès qu'aux moyens

Mais il faut ajouter que la compétence politique pour constituer un problème comme politique est, elle aussi, inégalement répartie. Les interviewés répondent en fonction de leur capacité à comprendre les implications politiques d'une guerre qu'on leur présente comme étant celle du respect du droit. Lorsque le sondage a pour thème l'insécurité ou l'éducation, il est encore plus difficile de voir les conséquences politiques des choix proposés.

dans une cité de la banlieue ? Une même réponse à une même question signifie différemment selon la personne qui l'émet.

Enfin, on postule qu'il y a un consensus sur les problèmes. En fait, on impose une problématique (la guerre ou non, la liberté ou la dictature...), une manière légitime de poser les problèmes. Que pour nous, anarchistes, les questions soient toutes viciées, donc vicieuses, parce qu'elles posent au départ que l'ordre du monde est naturel, voilà ce que le sondeur ne peut retenir. Il n'est pas demandé à l'interviewé de produire une opinion, mais de se ranger aux alternatives proposées. On voit encore ici le parallèle qui peut être fait avec les élections. le sondage participe à l'élaboration du problème défini par le pouvoir comme pertinent. Des questions ne sont pas posées, passent à la trappe, nulles et non avenues.

On pourrait dénombrer encore d'autres défauts des sondages. Par exemple, le fait qu'ils substituent à la réalité ce que l'opinion pense de la réalité (4), que certaines questions relèvent de la logique magique et divinatoire (5), qu'il y a un écart entre les chiffres et les commentaires qui en sont faits, le journaliste s'appropriant ceux-ci et les traduisant avec sa subjectivité, l'extrême labilité des opinions qui donne à réfléchir sur leur intérêt (6)...

N'oublions pas non plus que les non-réponses sont comme les refus de vote tenus pour quantité négligeable. Encore que les sondeurs font tout pour que n'importe qui puisse répondre n'importe quoi à leurs questions.

En fait, de défauts, ces phénomènes sont constitutifs du sondage comme l'atomisation politique l'est du vote.

mais la matraquage tenant lieu de légitimation, il ne fait pas de doute qu'ils sont en passe de devenir une institution incontournable de la politique contemporaine. Nous voilà bardés d'un autre instrument de domination en notre nom.

L'opinion publique n'existe pas et pourtant sa production hebdomadaire a des effets politiques immenses. Si *Libération* peut titrer le 19 janvier 1991 : « Selon notre sondage, l'opinion suit » alors ceux qui nous mènent en bateau, ou en avion à la guerre peuvent bombarder sans crainte. C'est en notre nom qu'ils le font. L'opinion est avec nous est l'équivalent du « Dieu est avec nous » des maîtres de l'Ancien Régime.

Le choix ne nous est pas donné de militer quand il s'agit pour se constituer une pensée autonome de lutter quotidiennement contre ces petits dispositifs subtils et bien intentionnés. la seule issue consiste à être la mauvaise conscience de son temps, de son époque, de son monarque, quel qu'il soit.

François Sicot (sociologue)

- (1) In *Situations X*.
- (2) Pour une analyse plus développée, voir P. Champagne, *Faire l'opinion*, éditions de Minuit, 1990.
- (3) Voir P. Bourdieu dans *Questions de sociologie*.
- (4) Champagne reprend cet exemple dans lequel 66% des personnes interrogées pensent que Mitterrand était au courant de l'affaire du Rainbow Warrior, il est conclu que Mitterrand était au courant !
- (5) « Selon vous cette guerre durera encore quelques jours, quelques semaines... »
- (6) En cinq jours on va passer de 79% de Français qui pensent que rien ne justifie la guerre à 73% qui approuvent l'action de Mitterrand.

De la validité des sondages

Il n'est surtout pas demandé de produire une analyse de la situation, mais de la penser en fonction de schèmes préétablis d'analyse. Non, tout le monde ne peut avoir une opinion sur le Proche-Orient, parce que tout le monde ne se sent pas concerné par ce problème (sinon aujourd'hui bien sûr) et n'est pas capable de mettre à distance le discours sophistiqué du pouvoir. Qu'à cela ne tienne ! Le sondage d'opinion crée « une opinion pour sondage d'opinion », qui n'existe que par et pour lui.

Second postulat : toutes les opinions se vaudraient. Illusionisme sur lequel se repose la démocratie, pour le démentir régulièrement. Y a-t-il un sens à additionner des réponses à la question : « Etes-vous inquiets ? ». Qui répond ? Le beauf de Cabu, une mère dont le fils est au charbon, un beur

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Gaspard-Monge, 55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
 Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

ANTIFASCISME

Le Pen est un détail

Le texte qui suit, a été diffusé sous la forme de tract le 23 novembre 1990, à l'occasion du meeting organisé à La Sorbonne autour de l'« Appel des 250 ».
 Le groupe du 8 octobre est un groupe de réflexion libertaire, qui n'a pour seule ambition que de lancer des idées. Rien que des idées et uniquement des idées... Tout un programme !

Comme le chef d'une bande fasciste le dit, un détail est une partie d'un tout. Ce tout-là est, aujourd'hui, la conception spectaculaire du parlementarisme représentatif qui fait qu'une opinion et un parti avançant des thèses criminelles est « respectable » parce qu'un certain nombre d'électeurs, c'est-à-dire de citoyens-spectateurs, lui donne son appui. La conception de la majorité, du quantitatif comme seul critère de la politique a pour conséquence que les politiciens affirment que Le Pen pose de véritables problèmes en ajoutant toutefois qu'il donne de fausses réponses, pour cela, nous pensons que les politiciens spectaculaires, pris au jeu de la représentativité, ne pourront pas faire barrage au fascisme. Nous disons, dans ce pays, il n'y a pas de problème « en soi », ces « problèmes » nous les appelons : le défi de la solidarité entre les peuples dans un monde en crise (au-delà d'un tiers-mondisme naïf, il reste toujours vrai qu'il est une illusion réactionnaire de considérer les nations comme existant isolément les unes des autres), pas de barrière séparant ceux qui mangent de ceux qui ont faim, pas de complicité avec le capitalisme qui, malgré ce que l'on croit, continue d'exister.

Le problème de ce pays est la politique-spectacle d'une démocratie parlementariste qui met en danger par son irresponsabilité, tant dans sa politique intérieure qu'extérieure, la vie des gens qui travaillent et vivent dans ce pays.

Le problème dans ce pays est l'avancée d'un courant fasciste, sur le fond d'une dépolitisation de la vie communautaire.

Il faut former des groupes de réflexion et de résistance, casser le spectacle par les actes, se battre pour l'égalité de tous les droits (civiques, culturels, sociaux...) de toutes les personnes vivant dans ce pays, résister avant qu'il soit encore une fois trop tard. Si Le Pen est un détail, le tout ne manque pas de gravité.

Groupe du 8 octobre

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot
 75011 Paris.
 Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays
 A partir du n° (inclus).
 Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Temps de contestation EN BREF

(suite de la Une)

aux autres types d'écoles (celles-ci sont souvent rassemblées dans le même bâtiment, ce qui favorise l'extension). Dès le début, l'auto-organisation des étudiants s'est avérée très importante. Les occupations se sont étendues ensuite aux écoles polytechniques et aux universités. Une grande manifestation, à Athènes, le 6 décembre, se terminera par des affrontements avec la police, qui essayait d'investir l'Ecole Polytechnique. La manifestation suivante du 8 décembre se déroulera sans aucun incident. Mais dans la soirée, des cars de police seront pourtant attaqués en différents endroits du centre-ville.

Les manifestations se poursuivront pendant tout le mois de décembre ; le gouvernement commencera alors par faire quelques concessions, acceptant de « discuter » et annonçant le retrait du « système de points », tout en espérant que les occupations cesseront lors des vacances de Noël. Malgré tout, les violences demeurent, comme à l'école Grava d'Athènes, où un étudiant violemment frappé par la police aura le dos brisé. De nombreuses écoles resteront occupées durant les vacances, et beaucoup d'autres seront réoccupées à la rentrée de janvier, mais la dynamique et le soutien au mouvement diminuent. Les médias parlent de « parents en colère », alors que les enseignants exprimeront encore leur solidarité avec les étudiants en menant une série de grèves de trois heures.

Le mardi 8 janvier, des groupes fascistes et la section « Jeunes » (ONNED) de la Démocratie Nouvelle, le parti au pouvoir, attaquent des écoles en différents endroits du pays. A Patras, des parents et des professeurs viennent aider les étudiants. Un de ces enseignants, Nikos Temponeras, est tué. On apprend ensuite qu'il a été assassiné par trois hommes qui furent, il y a quelques années, de proches collaborateurs de l'actuel Premier ministre, Mitsotakis. Tous les trois sont arrêtés, dont l'un seulement six jours après son crime. Les journaux télévisés accuseront tout d'abord de ce crime des anarchistes. A la suite de ce décès, dans l'ensemble du pays, les enseignants se mettront en grève et les occupations d'écoles se renforcèrent. Le ministre de l'Education démissionne. Son successeur retire alors le projet et propose l'ouverture de négociations.

Une énorme manifestation aura lieu le jeudi 10 janvier dans le centre d'Athènes. La condamnation du meurtre et la colère populaire s'expriment par des jets de pavés et de cocktails Molotov. La police répond à l'occupation de la place Omonia, l'une des plus grandes d'Athènes, par l'envoi de gaz irritant et lacrymogène (1). Une des grenades à gaz est tirée sur un magasin de vêtements de la rue Panepistimou. L'incen-

die du bâtiment causa la mort par asphyxie de trois personnes et une quatrième que l'on croyait morte dans ce sinistre s'avéra avoir été battue à mort. De nouveau, les anarchistes sont accusés par la presse.



Mais le propriétaire du magasin et deux autres témoins témoigneront de la responsabilité de la police. Il est à noter que les pompiers venus circoncrire le sinistre et secourir les riverains se verraient bombardés de grenades par la police. En ce 10 janvier, l'émeute durera encore une douzaine d'heures à la suite de ce sinistre, et ceci notamment aux abords de l'Ecole Polytechnique, où des barricades seront érigées à l'aide de bus. Le lendemain, à l'aube, la police donnera l'assaut final contre l'Ecole Polytechnique. Bilan de l'attaque : le bureau du doyen sera incendié à l'aide de grenades, deux personnes arrêtées et des centaines d'autres blessées parmi les manifestants, et 28 dans les rangs des forces de l'ordre si l'on en croit la police.

est impossible de prévoir ce qui peut se produire dans les quelques semaines à venir. En ce samedi, dans l'après-midi, à l'Ecole Polytechnique, le drapeau grec est amené et remplacé par le drapeau rouge et noir.

Le député européen Dimitris Dessylas s'est aussi présenté devant le procureur en déclarant : « Alors qu'il y a des assassins encore en liberté, comme les meurtriers du professeur Temporas à Patras, la police arrête des étudiants ; vous comprendrez que cela va provoquer des réactions justifiées ».

Selon certains témoins, les agents auraient obligé les détenus à crier : « Vive Melistas ! » (nom du filic qui assassina le 17 novembre 1985, un jeune de 15 ans, Kaltezas).

Le mardi 17 janvier, 7 des 22 étudiants ont été libérés, mais contre versement d'une caution de 100 000 drachmes (3 200 F). Ils ne sont pas autorisés à quitter le territoire et doivent se présenter toutes les deux semaines au poste de police de leur domicile.

Le mercredi 23 janvier, quelques écoles sont encore occupées, ainsi que toutes les universités d'Athènes.

« A Infos - Grèce » (Athènes)
(traduction de Frédéric du groupe Humeurs Noires de Lille)

(1) Le gaz lacrymogène est particulièrement dangereux, puisqu'il est écrit sur les grenades : « en cas de dose excessive, risques de troubles graves ou de décès ». La division scientifique de l'Union grecque des médecins hospitaliers a découvert qu'il s'agit du même gaz toxique qui fut naguère utilisé par les Israéliens contre les Palestiniens. Ce gaz provoque la mort de l'embryon chez la femme enceinte et peut provoquer paralysie, paraplégie, problèmes respiratoires et maladies de peau. Les journaux grecs ont parlé de « guerre chimique dans la ville » et les hôpitaux sont remplis de plus de 150 personnes souffrant des effets des gaz ou des blessures dues aux coups.

CONTRE LA GUERRE

Un tribunal contre la guerre est organisé par le SCALP lillois, le jeudi 28 mars, à 19 h, à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet, à Lille.

AFFAIRE TERNISION

Une soirée d'information animée par Mouna et Jacques Serizier sur l'affaire Franck Ternision, condamné à perpétuité sur dénonciation et sans preuve aura lieu le vendredi 29 mars, à 20 h, au 11, rue de Lancry, à Paris. Cette soirée inaugure la mise en place d'une campagne pour sa libération.

LE FEMINISME EN QUESTION

Le vendredi 5 avril, à 20 h, se déroulera à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, à Paris, un débat sur le féminisme animé par le collectif « Malgré tout ».

« RESISTANCES SUD »

Tel est le titre d'une nouvelle publication mensuelle éditée sur Montpellier et sa région par Claude Sigala et quelques amis. Cette revue nous propose quelques réflexions sur la guerre, les médias, les sondages, mais aussi de la poésie, des propos amers et acérés. On peut se procurer le n° 0 au prix de 10 F (abonnement : 100 F). Ecrire à « Résistances Sud », 49, rue de l'Université, 34000 Montpellier. En vente aussi à la librairie du Monde Libéraire.

EDITION

L'Union locale des syndicats CNT-AIT de Lille et le Centre culturel libéraire Benoit-Brouchoux diffusent une réédition de la BD consacrée à Brouchoux (20F) et une brochure ayant pour thèmes : l'éducation, le syndicalisme enseignant, la pédagogie libéraire... (10F). Pour toute commande (frais de port gratuits), écrire Centre culturel Benoit-Brouchoux 1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.

OBJECTEURS : LA REPRESSION CONTINUE

Tristan Defosse est en prison. Son crime ? Etre objecteur de conscience !

Le 21 janvier, Tristan fait par écrit une demande du statut d'objecteur auprès du ministre de la Défense. Il reçoit cependant, quelques jours plus tard son ordre de route l'informant qu'il doit rejoindre la base aérienne de Strasbourg, le 5 février. Il ignore que sa demande de statut annule de fait cette incorporation : c'est sur foi d'informations erronées que lui fournit le Bureau du Service national de Paris qu'il se rend tout de même sur son lieu d'affectation. Comme il réaffirme, à Strasbourg, son refus au port d'arme, il est aussitôt inculpé de « refus d'obéissance » et condamné le 21 février à 4 mois de prison ferme par le tribunal de Strasbourg. Il vient de faire appel de ce jugement. Tristan Defosse n'aurait jamais dû être condamné. Son incorporation était illégale. La demande de statut rendait provisoirement caduc son ordre de route. Qu'elle soit réduite ou non sa condamnation ne résout rien sa situation au regard du Service national : à sa sortie de prison, il risque d'être réincorporé manu militari et provoqué au délit. Pour le soutenir écrivez à Tristan Defosse : Maison d'arrêt de Strasbourg, Ecrou 5000 K, 6, rue Engelman, BP 25, 67035 Strasbourg cedex. Ecrivez aussi à M. le Ministre de la Défense, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Pour de plus amples informations, écrivez à : Comité de soutien à Tristan Defosse, c/o MOC, 24, rue Crémieux, 75012 Paris. Tél. 43.41.91.80 ou Minitel : 36.15 MOC.

Un peuple en marche sur le Parlement

Le 11 janvier, à 16 h, une marche sur le Parlement sera organisée par les personnes encore réveillées politiquement. On y trouvera les parasites du Parti socialiste (PASOK) - que faisaient-ils là ? - essayant d'acquiescer un peu de crédibilité politique. Mais les événements de la veille ont bien prouvé que le moment n'est pas aux récupérations électoralistes. De retour de la marche, les manifestants passent devant un bureau de la Démocratie Nouvelle. A ce moment, le bâtiment est incendié... chose que ses locataires avaient dû prévoir, puisque quelques heures auparavant il avaient vidé leur local. A nouveau, Athènes est en proie aux violences (saccages de banques et de bâtiments administratifs, avec quelques pillages de magasins à la clef, mais très peu). La tension retombe le lendemain à 7 heures. Cinquante personnes furent arrêtées. Certaines, âgées de moins de 14 ans, seront rapidement relâchées.

Le 12 janvier, à 10 h, la police tentera une fois encore de prendre d'assaut l'Ecole Polytechnique, ceci sans succès. Ce jour est l'occasion de la manifestation internationale contre la guerre du Golfe. Pour l'occasion, on entend des slogans tels que : « La guerre a déjà commencé, ici, à Athènes ». A travers tout le pays, c'est l'ébullition : à Salonique, prise de l'université par la police ; émeutes à Patras ; marche de 5 000 personnes sur la préfecture à Chania (Crète).

A travers tout le pays, pendant ce temps, les occupations d'écoles se poursuivent et continuent à défier le pouvoir de l'Etat - un défi qui aujourd'hui n'a pas encore été enrayer par les politiciens ni par la police. Il

Informations suisses

De la rue genevoise Michel-Simon, un acteur qui nous est cher, à la réforme du code électoral helvétique et autres « votations », les « Informations suisses » du Monde libéraire vont bon train... D'où la poursuite du feuilleton.

GENÈVE s'est enfin décidé d'honorer l'un de ses fils les plus célèbres, l'acteur Michel Simon, en donnant son nom à une rue. Honorer, oui, mais petitement. Devant une centaine d'invités, officiels et amis du comédien disparu en 1975, un minuscule passage, situé derrière le commissariat central où ne passent guère que des voitures de police et ambulances, a été baptisée du nom de Michel-Simon. La gêne dans l'assistance était évidente. Michel aurait mérité mieux que cela. Ses amis, surtout, estimaient qu'il aurait fallu débaptiser une artère plus importante ; la rue de Berne, par exemple, située dans ce qui considéré ici comme le quartier chaud aurait été un choix plus judicieux. Sans doute, a répondu la municipalité, mais impossible, car trop compliqué et trop coûteux pour les commerçants du coin. Sans commentaire.

Réforme électorale et après ?

Les Suisses ont voté le dimanche 3 mars en faveur du droit de vote et l'éligibilité à 18 ans (c'était 20 ans jusqu'ici) au plan fédéral. La majorité civique à 18 ans était déjà la règle dans 18 cantons sur 26. La proposition émanait du Conseil fédéral (gouvernement), mais impliquant une modification à la constitution, elle devait être soumise au référendum obligatoire et réunir en sa faveur la double majorité des votants et

des cantons. C'est chose faite, mais qu'en pensent les intéressés eux-mêmes ? Les écoles genevoises du second degré organisent régulièrement des votes en blanc parallèlement aux scrutins officiels. Dans ce cas, les étudiants ont littéralement plébiscité la nouvelle disposition constitutionnelle en l'approuvant à 90%.

Mais ceux qui espèrent, tout comme ceux qui craignent que l'arrivée des jeunes ne se traduise par une modification du paysage politique en seront probablement pour leurs frais à en juger d'après l'expérience des cantons où on vote à 18 ans depuis une dizaine d'années. Ni les résultats ni les faibles taux de participation n'ont changé de manière tangible, même si la jeune génération se montre en général plus sensible que celle de leurs aînés aux questions d'écologie et un peu moins déferente envers les manifestations d'autorité. On peut également parier que l'initiative populaire de novembre 1988, qui demandait purement et simplement l'abolition de l'armée et a réuni en sa faveur 36% des voix, aurait connu un score encore plus étonnant, tant il est vrai que l'initiative a bénéficié de l'appui de nombreuses organisations de jeunesse. Mais la cause n'est pas perdue. Le groupement pour une Suisse sans armée continue son travail et la question reviendra sur le tapis en temps opportun.

De notre correspondante helvétique

Souscription

Les éditions du Monde libéraire lancent une souscription en vue de la publication des deux prochains ouvrages :

- *Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale*, René Berthier. Prix de souscription : 90 F. Parution en juin 1991 ;

- *Ecrits sur le fascisme (dont La Contre-révolution préventive)*, Luigi Fabbri. Prix de souscription : 110 F. Parution en octobre 1991.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest et à adresser à SHE, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

HISTOIRE DES MIGRATIONS D'HIER ET D' AUJOURD'HUI

Regard : « L'Immigration dans

Le 2 mars 1991, sur les ondes de Radio-Libertaire, dans le cadre de l'émission « La Chronique syndicale », Maryse Tripier, enseignante de sociologie à Paris VII et auteure de L'Immigration dans la classe ouvrière en France, (éditions L'Harmattan) eut l'occasion de s'exprimer. Le Monde libertaire s'en fait un écho tout particulier, dans la mesure où le sujet nous a semblé par trop souvent occulté dans les médias et les livres d'Histoire.

Hugues Lenoir : *Quelle est la thèse développée dans votre ouvrage et quelle est la nature du lien entre immigration et classe ouvrière ?*

Maryse Tripier : Quand j'ai commencé à rédiger cet ouvrage qui est une thèse d'Etat, on parlait presque uniquement de l'immigration sous un aspect culturel. La mode était plutôt aux problèmes de citoyenneté, de nationalité et, selon moi, pour comprendre bien des aspects du comportement des immigrés vis-à-vis de la société et, inversement, de la société vis-à-vis des immigrés, il fallait rappeler un fait : les immigrés depuis le début et dans leur masse font partie de la classe ouvrière. Ce sont des ouvriers avec les conséquences que cela a sur leur mode de vie, de rapport au travail, sur leurs salaires. Ce lien est important. Je suis partie d'un double chiffre : 88% des étrangers de la première génération sont des ouvriers (même les réfugiés politiques) et 14% à 15% des ouvriers sont des étrangers. Ils ne sont pas majoritaires dans la classe ouvrière française, mais parfois ces 14 ou 15% sont regroupés dans des secteurs ou des régions où ils représentent plus de la moitié de la main-d'œuvre ouvrière. Il faut donc prendre en compte ces deux paramètres : les immigrés sont des ouvriers et leur représentation dans la classe ouvrière française est extrêmement contrastée.

H.L. : *Les immigrés sont donc d'abord des ouvriers ?*

M.T. : Je ne veux pas faire de séparation et dire qu'il s'agit d'abord d'ouvriers ou d'étrangers. Pour parler correctement des immigrés en France, il faut garder à l'esprit qu'ils sont des ouvriers. Ils sont logés dans des logements d'ouvriers, ils touchent des salaires d'ouvriers et subissent les discriminations liées à leur classe : l'échec scolaire des enfants, la mobilité fermée et toutes les conséquences sociales qui tiennent à cette situation. Le débat s'est posé pour les femmes : est-ce d'abord des femmes ou dépendent-elles surtout de leur classe sociale ? Il y a des deux, mais tout dépend de l'enjeu des luttes. Pour l'avortement, c'est d'abord le fait d'être une femme, mais dans la vie quotidienne, la classe sociale joue un rôle essentiel (ouvrière ou bourgeoise). Pour les immigrés, il existe de grandes différences entre la grande masse des ouvriers et la minorité des étrangers issue de classes sociales aisées. Ces derniers ont peu de problèmes d'intégration. Par exemple, les universitaires étrangers et français se fréquentent, se marient. Autre exemple, lors d'une vague d'immigration de juifs de Russie et d'Europe centrale, beaucoup d'artisans étaient installés dans le Marais tandis qu'au quartier latin vivaient les révolutionnaires russes, enfants de la grande bourgeoisie. Ceux-ci n'avaient aucun contact. La distance de classe me paraît aussi importante que la distance nationale ou culturelle.

H.L. : *L'immigration n'est pas un phénomène récent dans l'hexagone et avant*

les immigrations étrangères, il y a eu des immigrations intérieures, bretonnes, auvergnates ou savoyardes pour les



Lyonnais. Les immigrations intérieures ont-elles les mêmes caractéristiques que les immigrations étrangères ?

M.T. : Je suis revenue sur les immigrations intérieures parce qu'au niveau de la logique sociale et économique, il y a beaucoup de points communs : le fait de partir de chez soi pour trouver à se loger, à se nourrir, à vivre décemment. Dans les raisons qui poussent les personnes à émigrer il n'y a pas de différences fondamentales, du point de vue de l'analyse, entre exode rural et migration internationale. C'est la même logique qui préside au fait de migrer. A part les émigrations strictement politiques ou

« (...) au XIX^e siècle, tout le monde était étranger au delà de 100 kilomètres », la notion de frontière (...) était beaucoup plus floue. »

ponctuelles (guerres), la même logique de décalage, d'inégalités entre les lieux où il y a plus de travail, plus d'argent, et ceux où il n'y a rien. Il est donc important de souligner la parenté entre ces migrations. Mais il arrive un moment où elles se différencient, au moment où l'Etat-nation devient une entité particulièrement forte qui distingue clairement le national de l'étranger. C'est pourquoi au XIX^e siècle, tout le monde était étranger au delà de 100 kilomètres. La notion de frontière, de national, était beaucoup plus floue. On distinguait donc moins la migration interne de la migration externe. Puis sont apparus des éléments importants : la carte d'identité nationale, les droits du citoyen - droits politiques, suffrage universel, droits sociaux - avec le

développement de l'Etat, celui de la citoyenneté et de la démocratisation. Le fait d'être national a permis d'avoir des droits. C'est à partir de cette époque qu'il a existé une frontière entre national et non national. Le non-national n'ayant pas les mêmes droits. Migration interne et internationale se différencient par le fait que le national a des droits auxquels ne peut prétendre l'étranger. Si l'on prend l'exemple de l'Afrique du Sud où des immigrés noirs de longue date travaillent dans les grandes villes blanches, le patronat a décidé qu'ils

années 60, ce sont les Maghrebins qui ont dominé, au départ il y avait également des Portugais, des Espagnols et des Italiens. Jusque dans les années 80, pas d'immigrés en Bretagne et très peu dans le Sud-Ouest. La carte de l'immigration comprend le Nord, l'Est, la région parisienne, puis Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur.

Il y a aussi une immigration liée à l'agriculture et au bâtiment. On oublie souvent que l'agriculture a manqué de bras et qu'il y a eu une très forte présence étrangère chez les ouvriers agricoles. D'abord par le phénomène saisonnier, mais pas seulement. Beaucoup d'Espagnols, d'Italiens dans le Sud-Est et le Sud-Ouest, dans le péri-agricole, la forêt, les pépinières et, aujourd'hui, en Corse où la classe ouvrière corse n'existe pratiquement pas et où les ouvriers sont marocains. Le phénomène de l'immigration agricole est parallèle et a tempéré un peu la localisation industrielle. La grande question actuelle : est-ce que la dernière révolution industrielle, infor-

matique et technologique sera avec ou sans immigrés ? Jusqu'alors, on pouvait presque dire que chaque bond d'industrialisation en France s'est accompagné d'une vague massive de migrants. Le débat actuel est de savoir de quel type sera la révolution économique et si elle s'accompagnera d'une immigration nouvelle. Il y a sur ce point deux théories : la révolution technologique en cours, le type d'économie vers lequel on se dirige étant très qualifié, ne fera pas appel à des migrants non qualifiés, donc pas d'immigrants. Cependant, d'Europe de l'Est arrivent des gens qualifiés et il est possible qu'il y ait de nouveau un bond migratoire de travailleurs qualifiés qu'on pourra payer moins cher. Exemple, il y a une forte demande en profs de math, les Français ne voulant plus aller dans l'enseignement, des profs originaires de Turquie, du Maghreb qui ont un bon niveau en math sont employés, mais sans les mêmes droits que les fonctionnaires.

CINEMA

« Le Brasier »

Il était une fois dans les mines du Nord... l'immigration, la grève, la montée du fascisme, l'injustice et la manipulation... Adieu la bonne vie !

Et le gamin crie « Adieu à la bonne vie ! » en descendant pour la première fois dans la mine. Début des années 30, au fond des mines de l'Escarpelle à Leforest, dans le Pas-de-Calais, le commencement de l'enfer pour Mattiouch, débarqué depuis peu de Pologne avec sa mère pour rejoindre les hommes de la famille, Pavlak - le père, boxeur et ancien mineur -, Victor - le fils aîné, mineur. Film sombre sur la classe ouvrière, l'exploitation, le racisme - le Nord est un lieu important de l'immigration polonaise -, les luttes syndicales et la montée de l'extrême droite. Tout cela sur fond de galeries souterraines, de vacarme et d'affrontements.

Les conditions de travail y sont inhumaines : les femmes s'occupent du criblage pour séparer le charbon des pierres, les adolescents « tirent les bois » et rampent dans les galeries à cause du manque d'espace, les chevaux au fond de la mine (1) côtoient les hommes dans une atmosphère irrespirable et oppressante. 1934, la crise éclate, Mattiouch meurt écrasé dans l'effondrement d'une galerie, les tensions se font plus violentes, orchestrées par le patron fasciste du journal local qui lance une campagne xénophobe contre la main-d'œuvre polonaise pour exploiter, à des fins politiques, le contentieux entre les deux communautés et s'emparer de la mairie. Victor se révolte devant le refus des syndicats de défendre un ouvrier polonais contre les méthodes arbitraires du patronat. Sous son impulsion, un mouvement de base se forme. Une coordination de plusieurs centaines de mineurs polonais organise une grève sauvage au fond de la mine et séquestre des mineurs français. Et c'est la manipulation, le héros local, Pavlak, y joue un rôle inconscient, la grève est jugulée, la répression cruelle : 135 Polonais licenciés, dont 80 expulsés avec leur famille par train spécial.

Le décor impressionnant, les centaines de figurants polonais qui parlent leur langue reconstituent ce que pouvait être l'ambiance des villes minières du Nord de cette époque où deux communautés - nationale et immigrée - vivaient ensemble sans se rencontrer, vendaient leur force de travail sans esprit de solidarité. La méfiance et la concurrence s'expriment jusque dans l'histoire d'amour entre Alice et de Victor. Mais une femme ne choisit pas dans un univers masculin, elle subit... et la jeune trieuse l'apprendra à ses dépens, brisée par le machisme et le chauvinisme des deux communautés. En dépit des imperfections de ce premier film d'Eric Barbier - le choix du rythme du montage est parfois gênant, les personnages (sauf Pavlak) sont seulement ébauchés et manquent de consistance, enfin on sent que la réalisation est préoccupée de séduire au détriment de la cohérence du scénario -, *Le Brasier* est une fresque formidable du monde du travail des années 30 et s'apparente aux grands films tournés sur le sujet : *La Grève* d'Eisenstein, *FIST* de Norman Jewison, *Les Portes du paradis* de Michael Cimino, *Ironweed* d'Hector Babenco, *1900* de Bertolucci, *Bienvenue au paradis* d'Alan Parker, etc. En outre, il faut encourager la démarche d'un jeune cinéaste qui s'est penché sur l'histoire sociale, imprégné certainement par *Germinal* de Zola, mais aussi par la nouvelle de Jack London, *Le Beufsteack*. Le cinéma français est pauvre dans ce genre de tentatives, pourtant l'histoire et la littérature sont riches de scénarios !

C.P.

(1) En 1986, il y avait encore des chevaux dans certaines mines de Grande-Bretagne. Voir « Portrait d'un pays en crise », *le Monde libertaire*, des 25 avril 90 et 3 mai 90.

N.B. : *Le Brasier* d'Eric Barbier, avec Jean-Marc Barr, Maruschka Detmers, Wladimir Kotliarov, Thierry Fortineau, Serge Merlin. *Le Brasier* est joué dans les cinémas suivants : Forum Orient-Express, Cinoche, Montparnos.

ET DES RAPPORTS AMBIGUS ENTRE FRANÇAIS ET IMMIGRÉS

la classe ouvrière en France »

H.L. : Peut-on évoquer maintenant le problème de l'immigration et du syndicalisme ? Le syndicalisme a-t-il accepté d'emblée les travailleurs étrangers, a-t-il tenté de les organiser ? Ou bien a-t-il considéré que les étrangers venaient prendre le travail des Français et qu'il était difficile de les organiser ?

M.T. : J'ai envie de répondre les deux. Toutes les organisations sont confrontées à la question de la concurrence. Une des caractéristiques du capitalisme est de mettre en concurrence les travailleurs entre eux. Il y a eu des débats considérables sur la question des nationalités dans le mouvement ouvrier. Une méthode consiste à lutter contre le concurrent, à empêcher qu'il ne vienne en fermant l'accès du pays, comme parfois dans le syndicalisme anglo-saxon. L'autre manière consiste à traiter de la même façon les nouveaux arrivants pour que la concurrence n'ait pas lieu et que la régulation des personnes découle d'un vrai besoin. Si on paye les femmes et les immigrés comme les autres travailleurs, on ne fera pas appel à eux pour faire baisser le prix de la force de travail. L'immigration pose *ipso facto* un problème au syndicalisme parce qu'il n'est pas toujours facile de savoir si la venue d'étrangers découle d'un déficit absolu de main-d'œuvre ou s'il permet de baisser le prix de la force de travail. Dans l'ensemble, la syndicalisation des étrangers pendant une première période n'a pas été toujours évidente parce que les travailleurs étaient accrochés à leur emploi et à la lutte contre la concurrence. Michèle Perrot en a parlé dans son *Histoire des grèves*. Il y a eu des grèves contre les étrangers. L'histoire du rapport entre le syndicalisme et les étrangers est un peu scandé par les crises.

Quand il y a du travail pour tous, on n'y pense pas tellement et, au moment de leur intégration, dans des périodes de crise, on se retourne contre eux. Par ailleurs, des groupes d'immigrés se sont aussi intégrés à l'histoire syndicale. Au cours des luttes, des grèves et par l'expérience ouvrière, une partie des étrangers est entrée dans le combat syndical, même si leur tradition ne les y portait pas (les Polonais sous l'emprise des prêtres par exemple). Le phénomène a toujours existé, mais les travailleurs étrangers voulaient entrer dans le syndicalisme dans des conditions spéciales, en tant que groupes nationaux pour utiliser leur langue. Les travaux sur le syndicalisme manquent, la CGT ne date que de la fin du siècle dernier. Depuis la Révolution française où les corporations sont interdites et avant la naissance d'un syndicalisme de masse, de la fin du XVIII^e siècle à la fin du XIX^e siècle, le syndicalisme est illégal. On ne sait rien sur les immigrés pendant le XIX^e siècle, on commence seulement maintenant à être plus au fait en ce qui les concerne à la fin du siècle dernier. Les travaux sur l'immigration sont très récents. Pour la partie que je connais le mieux, l'entre-deux guerres, il existe deux tendances dans la CGT réformiste (beaucoup plus implantée que la CGTU) : intégrer ou rejeter les immigrés. Bien que non hostile aux étrangers, la CGT ne résiste pas au climat xénophobe dans les périodes difficiles. La CGT a par exemple accepté le mot d'ordre de la priorité au travail national. La CGTU, internationaliste et liée au PC, lutte contre les guerres colo-

niales et est composée de beaucoup d'étrangers mais de peu de Français. Les étrangers utiliseront l'organisation notamment pendant la guerre d'Espagne. Son principal défaut, un organisme minoritaire qui ne touche pas assez les ouvriers français. La CGTU est en pointe à l'époque et défend des slogans tels que : « pas de frontière », « pas de patrie ». La CGTU a joué un rôle important de fer de lance idéologique.

Il y a la réunification après les grandes grèves de 1936 et cette réunification entre la CGT réformiste et la CGTU a donné ce qui va ressortir à la Libération. Nouvelle CGT qui, avec plusieurs millions d'adhérents, va poser les bases d'une politique à l'égard des immigrés qui sera la base qu'on retrouve encore

immigrés. Les immigrés étaient, d'une part, considérés comme le fer de lance de la révolution mondiale et, à l'inverse, certains pensaient qu'ils n'avaient aucune tradition de lutte et étaient pour la plupart sous la coupe des religieux. C'était totalement idéologique et aucun travail scientifique n'était fait. J'ai commencé mon travail dans ces années et je suis convaincue que le syndicalisme a été central depuis l'après-guerre pour la raison dont on a déjà parlé : les immigrés ne sont pas français. Ils sont minorisés en tant que citoyens et sont discriminés. Par contre, en tant que force de travail et compte tenu de la Constitution française, on ne peut les empêcher d'adhérer à un syndicat ou de faire grève. Le syndicalisme sera donc la voie pour s'exprimer.



aujourd'hui. La CGTU a réussi à imposer l'idée de lutte contre la notion de concurrence et non pas contre le concurrent. Elle fait passer dans la CGT la thèse de l'égalité des droits, mais se prononce pour l'arrêt de l'immigration dans des périodes de chômage. Cela apparaît dès la Libération alors que pour la CGTU d'avant-guerre, ce n'était pas le problème puisqu'elle ne s'occupait pas

« Pendant la guerre, (...) le mouvement ouvrier français a conjugué à sa façon intérêt national et intérêt de classe. »

d'intérêt national. Or, pendant la guerre, au moment de la Résistance, la question d'intérêt de classe et d'intérêt national a été posée aux organisations ouvrières. Le mouvement ouvrier français a conjugué à sa façon intérêt national et intérêt de classe.

Dans les années 70, une polémique intense agitera le mouvement ouvrier. Les syndicats étaient traités de traitres et d'embourgeoisés ne s'occupant pas des

tants bien qu'il soit resté une frange d'immigrés non qualifiés très vulnérables. On fait du syndicalisme quand on a un minimum de protection, or dans une situation trop marginale, on a du mal à prendre des risques. Il est nécessaire de signaler que le syndicalisme en France n'a jamais été sans risque pour personne. Des travailleurs ont disparu sans laisser de traces. Quant au racisme dans la classe ouvrière, il existe mais le syndicat a été un élément neutralisateur, c'est-à-dire qu'il est difficile de le montrer au sein des syndicats. Mais hors de ceux-ci, il n'est pas certain que les syndiqués aient incorporé à leur comportement l'antiracisme développé dans le travail syndical.

H.L. : J'aimerais qu'on revienne aux groupes nationaux, vous montrez que, petit à petit, les groupes étrangers s'intègrent. Trois étapes : le conflit, l'accommodation et l'assimilation.

M.T. : J'ai développé le modèle français, sur deux générations. La première génération, avant les acquis des années 70, n'a pas de droits politiques, pas le droit à l'expression dans l'entreprise, pas beaucoup de droits sociaux et elle connaît un fossé linguistique important. Son principal problème est de survivre, de réussir son projet de migration. La question telle

« Tout varie aujourd'hui en fonction de l'appartenance de classe : la réussite dans les études, l'accès au logement (...), à l'emploi. »

qu'elle est posée aujourd'hui intervient rarement à la première génération. En revanche, comme la France a une tradition assimilationniste, le statut d'étranger ne doit pas perdurer, sa vision de la nationalité est libérale - les enfants nés en France de parents étrangers sont français à 18 ans. La seconde génération, du point de vue du droit, est française. Plus de limitation à l'emploi, droit de vote donc coupure forte entre la première et la seconde génération. Je tiens à ce phénomène de dynamique de génération, on ne peut voir le problème de l'immigration comme un bloc : première génération étrangère, deuxième génération française. Le décalage entre ces deux générations est plus fort en France qu'aux Etats-Unis par exemple où les migrants veulent s'installer - immigration d'emblée de peuplement où les communautés sont plus fortes. Le système français fait basculer l'immigration rapidement. Mais les enfants d'immigrés restent cantonnés à leur classe. Ils restent ouvriers, n'ont guère accès à la culture. Les discriminations viennent alors de son appartenance de classe. Tout varie aujourd'hui en fonction de l'appartenance de classe : la réussite dans les études, l'accès au logement, aux voyages, à l'emploi. Tout dépend de la classe sociale et les enfants d'étrangers ont la même histoire que les enfants d'ouvriers français. L'appareil statistique français ne comptabilise pas cette deuxième génération qui est française. D'où les difficultés à rendre compte comparativement du niveau d'étude d'un enfant d'ouvrier français et d'un enfant d'origine maghrébine. C'est un acquis démocratique, aux Etats-Unis, l'étiquette ethnique demeure dans le recensement de la population.

H.L. : Peut-on revenir sur les groupes nationaux et sur les caractéristiques de leur intégration ?

M.T. : Pour les Italiens, l'immigration va durer cent ans, de 1850 à 1950, et il est impossible de répondre sur leur mode d'intégration. Dans le bâtiment, notamment en Provence-Côte d'Azur, certains ont monté des petites entreprises. Mais ce n'est pas en raison du caractère italien. Les Polonais sont arrivés dans les années 20, en une courte vague migratoire, la communauté polonaise était importante et était elle-même dans une autre communauté importante, celle de la mine. Les Polonais ne sont guère sortis de celle-ci et se sont intégrés de façon plus communautaire. Dans toutes les immigrations, il y a eu des réseaux. La première génération, pour survivre dans le pays d'accueil, forme des réseaux d'entraide et de solidarité. Aujourd'hui, parce que le droit a changé, les immigrés forment des associations. Il faut donc distinguer les immigrations, avec beaucoup de générations, aux destins plus divers et celles formées d'une seule vague migratoire comme les Polonais ou les Portugais (de 67 à 73).

Le cas des Algériens est intéressant car il est comparable à celui des Italiens bien qu'il y ait moins de réussite sociale. Deux explications données à cela : ils sont arabes ou alors la société française ne traite pas les Italiens et les Algériens de la même manière. Deux courants : le courant culturaliste - c'est la culture des gens qui fait comprendre leur comportement -, autre théorie : c'est la façon dont la société ouvre ou n'ouvre pas de perspectives à ces groupes qui détermine leurs chances. Je fais très attention à la question de la culture car c'est un leurre en partie. Dans le cas des Polonais (1), ils ont été très mal accueillis et rejetés dans un premier temps et leur intégration n'est pas due à leur culture. Tous les travaux d'historiens montrent que lorsqu'un nouveau groupe d'immigrés arrive, il est soumis au même type de difficultés. Le problème avec les Arabes, c'est que ça perdure. Le contexte colonial fait que le problème ne se résoud pas aussi facilement ni du côté de la société ni du côté des anciens colonisés. Les rapports affectifs, imaginaires sont différents. Pour les Algériens, ce n'est pas simple, par exemple, de prendre la nationalité française quand on a lutté pour l'indépendance de son pays, même dix ans après. Les autres nationalités n'ont pas été dans le même contexte de colonisation aussi long et douloureux. Les Algériens sont à la fois plus proches des Français et le rapport est aussi plus conflictuel. De même que la crise économique actuelle ne crée pas de structure accueillante pour une seconde génération qui peut voir dans sa culture d'origine un refuge et une identité. L'intégration des populations des anciennes colonies sera plus complexe en raison des liens coloniaux. C'est vrai que l'Islam est éloigné de notre culture, mais cela aurait pu évoluer comme pour la communauté juive. Le problème de l'Islam est qu'il n'y a pas de clergé donc pas d'interlocuteur face aux pouvoirs publics français.

Transcription C.P.

(1) voir film *Le Brasier* d'Eric Barbier.

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT

Témoignage d'une militante de « Mujeres Libres », Sara Guillem

Après un historique de « Mujeres Libres » (ML n° 820), voici le témoignage de Sara Guillem. Il clôt la contribution fédérale de la commission « Femmes » de la FA, que vous avez eu l'occasion de lire depuis l'automne.

Le problème de la sexualité en Espagne fut très longtemps tabou. Les femmes du peuple pour la plupart étaient ignorantes sur la question ; il y eut toujours quelque minorité qui depuis longue date faisait acte de présence à des causeries organisées par des groupes libertaires où l'on discutait de tout. Groupes et associations qui cherchaient à savoir et à comprendre.

Cette volonté de la jeunesse bénéficiait de l'apport des anarcho-syndicalistes qui, par leur lutte pour la liberté cherchaient leur émancipation et aussi la connaissance par le moyen des lectures, conférences, aidés sur ce sujet en particulier par la participation de médecins comme Felix Marti Ibanez, Isaac Puente, Remartinez... qui, à travers la parole et au travers d'articles dans des revues de sociologie, faisaient connaître des méthodes pour une hygiène sexuelle et la manière d'éviter des grossesses indésirées et par la même occasion aidèrent la femme à se libérer de toute contrainte, de l'archaïsme de la société mais aussi de la famille, fermée et rétrograde.

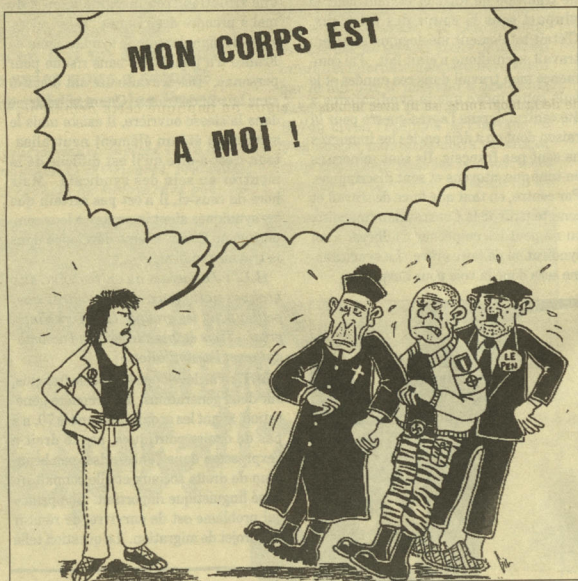
Dans les Athénées libertaires ou dans les groupes excursionnistes, seule manière de pouvoir se réunir et faire des causeries à l'air libre, où les sociologues étaient invités pour donner des conférences sur les thèmes de la sexualité et apportaient assurance et confiance, en particulier aux jeunes qui les fréquentaient.

Mais combien de femmes ignoraient la contraception, la manière d'éviter des

grossesses non désirées. Toutefois, les femmes au péril de leur vie devant la misère de leur foyer, dès que les grossesses se répétaient, cherchaient, par n'importe quel moyen à se débarrasser de cette grossesse qui venait s'ajouter

à la jeunesse) donnaient peu d'occasion de divulguer cette connaissance pour aider la femme à se libérer de toute contrainte.

Le docteur Isaac Puente, qui signait aussi ses articles sous le pseudonyme « El medico rural » (le médecin de cam-



aux difficultés d'un foyer dont le mari, très souvent, avait été emprisonné pour cause de luttes sociales.

Ce ne fut que le 25 décembre 1936 que, sous l'impulsion du docteur Felix Marti Ibanez, apparut, promulgué par la Generalitat de Catalunya, le décret sur le droit d'interruption de grossesse (1). Mais la guerre qui nous accaparait, nos préoccupations révolutionnaires différentes et exaltantes (en particulier pour

pagne), et qui fut assassiné vers la fin d'août 1936 par les sectaires et fanatiques fascistes, avait donné de nombreuses conférences, et en particulier ses articles dans les revues *Generacion consciente* et plus tard *Estudios* d'avant-guerre, furent d'un grand enseignement pour se connaître soi-même et donner l'assurance aux femmes dans leurs rapports de la vie sexuelle, sur la psychologie de l'amour, l'initiation sexuelle, les

RIFIFI A LYON

Les squatters contre le Front national

Depuis environ trois semaines la tension monte entre le Front national et les squatters du 3, rue Ozanam. Tout a commencé avec le début de la campagne électorale de Bruno Gollnisch (candidat FN) qui s'est déroulée courant janvier à l'occasion de la remise en jeu de son poste de député par Michel Noir, maire de Lyon. En effet, à cette occasion, le FN a mis les bouchées doubles pour propager sa merde raciste, particulièrement sur les pentes et le plateau de la Croix-Rousse, quartier à population pauvre (40% des habitants ont moins que le SMIC) et immigrée.

Chassés une première fois du marché par les squatters, les fascistes ont commencé à roder autour du 3, rue Ozanam...

Dans le cadre de cette campagne, le jeudi 24, nous apprenions la venue à Lyon de Jean-Marie Le Pen. A cette occasion, il déjeuna au restaurant Le Petit Montmartre, situé à 200 mètres du squatt.

Une quinzaine de gorilles bloquaient la rue du restaurant, et nous ont provoqué pendant une heure en nous filmant, photographiant et en nous

menaçant de leurs flingues. Nous avons réagi en leur balançant des cailloux, jusqu'à ce que les flics arrivent.

Nous nous sommes alors réfugiés dans la maison. Une heure après, des jeunes du quartier nous ont appelé pour retourner dans la rue. Nous voyant revenir, les gardes du corps fascistes nous chargèrent, en même temps qu'arrivèrent sur place cinq cars de CRS. Réfugiés à nouveau dans notre maison, nous passerons le restant de la journée (jusqu'au départ de Le Pen) sur le toit, à dénoncer au mégaphone la présence des fascistes et l'attitude complaisante de la police...

Depuis, la tension monte : la vitrine de notre restaurant, Le Mac-no, a été brisée ; les pneus de nos bus ont été crevés ; des menaces nous ont été faites... Nous restons, donc, vigilants.

Ils peuvent briser nos vitrines, nous faire des menaces, nous expulser de nos maisons... Ils n'expulseront pas nos idées ! Et comme disaient les camarades espagnols en 1936 : « No pasaran ! »

Les squatters du 3, rue Ozanam

problèmes sexuels, l'amour libre, la maternité, l'avortement... Mais cela n'était pas à la portée de toutes les femmes car une très grande partie des ouvrières et ouvriers ne savaient ni lire ni écrire, puisque les enfants de sexe masculin ou féminin commençaient à travailler dès l'âge de 12 ou 13 ans. Leur scolarité était donc nulle. Néanmoins, il y avait des hommes possédant un certain savoir et un sens humain qui cherchaient à éduquer notre peuple ibérique, dont l'ignorance à longtermes fut alimentée par la religion. Malgré tout, les femmes avant la guerre se battirent farouchement pour obtenir certains

droits sur la maternité, comme dans les syndicats de Terrassa, où l'on débattit du problème de la loi sur la maternité pour les femmes tisserannes. Cette loi fut adoptée dans toute l'Espagne en 1936-1937. C'est-à-dire l'obtention de 4 semaines de repos avant l'accouchement et 4 après, alors qu'auparavant les femmes n'avaient droit qu'à 4 semaines avant et 2 après, et encore fallait-il qu'elles soient mariées. Les autres n'avaient aucun droit.

Sara Guillem

(1) *Ideas*, n° 21, pages 15, 16 et 17.

REFLEXION SUR LES TRANSPORTS ROUTIERS

Le monde comment il va, à Saint-Georges-d'Aurac

« Camion fou à Saint-Georges-d'Aurac ! Il a tout dévasté sur son passage. »

La Montagne, le 7 décembre 1990

On peut penser que ce qui favorisera la formation du bourg de Saint-Georges-d'Aurac, sa situation sur la route entre Clermont-Ferrand et Le Puy, au bas de la pente qui dévale du col de Fix, devient au fil des décennies la plus sûre chance de sa disparition comme agglomération vivante.

En s'intensifiant et en s'accélégrant, la circulation des voitures et des poids lourds est en train de rayer de la carte cette ancienne halte. L'acné administrative et journalistique n'y voit plus qu'un point noir, un ralentissement toujours risqué de la course des véhicules. Les moyens de communication modernes (routes, autoroutes, TGV) qui ne répondent plus qu'à des nécessités lointaines, passent en trombe dans la vie des gens.

Bien sûr les activités économiques n'expliquent pas la totalité des trajets individuels, même si on a tellement encouragé la mobilité de l'emploi ; par contre, sans la concentration industrielle et la nouvelle

division régionale du travail et sans la gestion au plus près des stocks, rien ne justifierait l'accroissement du trafic des poids lourds que nous connaissons depuis quelques années - le transport routier de marchandises augmente en France de 5% par an.

Il n'y a pas encore la plupart des régions connaissent une répartition équilibrée des activités et des productions. Depuis, l'agrandissement constant d'échelle dans la recherche du profit a conduit à la production de masse concentrée et au plus faible coût - que ce soit le lait, les porcs, la mécanique, et aussi l'enseignement scolaire. La course économique a répandu le désert dans les campagnes, la fièvre dans les agglomérations urbaines et des véhicules pressés sur les routes.

L'industrie du transport routier bénéficie d'une main-d'œuvre abondamment disponible, d'une part en raison du chômage de masse, et d'autre part parce que la profession de chauffeur routier attire une frange importante de la jeunesse qui y voit les possibilités de travailler, sans grande qualification, sans avoir à subir l'autorité immédiate de chefs, et de « voir du pays ».

Au fil des années, les entreprises-champignons fleurissent - comme les transports Nicolas à Brioude, les voyages Migratour

au Puy, etc. - dont les succès reposent sur une politique de bas salaires. De plus la croissance des transports routiers est favorisée en France par un faible prix du gas-oil (un des plus bas d'Europe) et par un laisser-faire des contrôles routiers : le trafic de nuit, profitant de cette faille, permet la surcharge des véhicules et l'approvisionnement pour le lendemain des centres d'activités (usines, hypermarchés) toujours à la limite de la rupture de stocks. De manière plus générale, la réussite du transport routier est fonction de la nécessité de ne jamais immobiliser trop de capital à la fois.

La course folle

Loin de s'en trouver améliorées par la multiplication des voies rapides et des autoroutes, les conditions de travail des chauffeurs routiers se dégradent : la longueur quotidienne du labeur augmente plutôt en raison du nombre de liaisons possibles entre villes dans la journée. De même, à la traditionnelle confusion entre durée de conduite et durée de travail - alors que les chauffeurs, en plus de leurs 10 heures de conduite tolérée par la législation de la sécurité routière, ont à charger, à déchar-

ger, à s'occuper des formalités douanières, attendre, etc. - se surajoutent maintenant l'augmentation globale du trafic et de la puissance disponible des véhicules qui requièrent et épuisent la tension nerveuse. Ainsi, pour les salariés du transport la vitesse moyenne la plus élevée sur un trajet est la seule possibilité de réduire les heures de travail non payées.

On voit que ce n'est pas seulement le ruban de macadam de la N 102 qui traverse Saint-Georges-d'Aurac, mais la course folle des contradictions économiques. Aussi, ce qui rapproche les élus, les responsables de l'administration, les journalistes et les écologistes, qui tous d'autorité parlent de solutions à adopter pour mettre le village à l'abri d'un nouvel accident, c'est leur commun souci d'éviter délibérément la question des règles sociales pourtant si présentes qui jettent sur l'asphalte des poids lourds toujours plus pressés. Les conditions de travail des chauffeurs routiers semblent davantage hors de discussion que la création, par exemple, d'un lit d'arrêt d'urgence. On a là l'illustration la plus parfaite de la volonté de tous ceux qui se disent responsables, d'inventer, sous couvert de réalisme, des solutions toujours plus tortueuses et illusoire, pour ne pas avoir à parler du mode de vie et de production.

Gageons que les élus aidés de leurs amis de l'administration de l'Equipement et des Travaux Publics finiront par imposer la nécessité de cette déviation qui achèvera de tuer le village. De leur côté, les écologistes qui avaient pourtant obtenu, à la suite du précédent de juillet, l'installation de panneaux de signalisation, réclameront-ils la pose de caméras dans les véhicules pour être sûrs que les chauffeurs tombent vraiment leur vitesse ?

A en croire toutes les autorités qui prétendent œuvrer au bonheur commun, l'existence de la société est suspendue à l'intensification des échanges économiques. la satisfaction béate qu'offre cette perspective à un Bérégovery appartient bien à une civilisation qui se vante, par ailleurs, d'acheminer par camions de l'eau en bouteilles, alors qu'elle ne sait plus préserver l'eau de ses sources, ou de fournir des Mercedes aux managers méritants. On voit où ça mène.

V. Brisset

N.B. : Pour en savoir plus sur les atteintes à l'environnement en Auvergne, écrivez à V. Brisset, poste restante, 43370 Solignac-sur-Loire.

LITTÉRATURE

Grâces lui soient rendues !

Il a été écrit un peu partout dans la presse que les « mémoires littéraires » de Maurice Nadeau, *Grâces leur soient rendues*, publiés récemment par les éditions Albin Michel, étaient appelées à devenir un volume incontournable de l'histoire des lettres de ce siècle. Maurice Nadeau a, en effet, réussi l'exploit d'être, en France, l'un des plus importants éditeurs de l'après-guerre (qualitativement s'entend et non pas par son chiffre d'affaire !) et ce témoignage, qui tient plus de la galerie de portraits que de la biographie, se lit avec le plus vif intérêt.

Regrettons simplement, outre son esthétisme qui le pousse à voir en Gide l'un des plus grands écrivains français du XX^e siècle, ce qui, pour le moins, se discute, que l'auteur ne présente pas plus longuement son parcours de gamin pauvre cherchant à acquérir le savoir, valeur mythique contenant à ses yeux sinon toutes les libertés du moins leur essence, car une telle expérience, et la sienne en l'occurrence, peut se révéler impressionnante. Par quel concours de circonstances le fils de Zilda Clair, cette femme à laquelle il consacre quelques pages et qui eût sans doute méritée beaucoup plus, est-il « entré en littérature », alors que rien, semble-t-il, ne l'y prédisposait ? Ce genre d'échappée conserve toujours un parfum de mystère...

Maurice Nadeau, pour un libraire, c'est « la » référence, enfin pour un libraire désireux de vendre autre chose que ces soupes déversées à grandes louches par de trop nombreuses maisons d'édi-

tion. Un livre publié par ses soins, hier sous le label des Lettres nouvelles chez divers éditeurs, aujourd'hui sous son propre nom, est un gage de qualité. Le lecteur appréciera ou n'appréciera pas ce livre, mais ne sera pas déçu, en ce sens qu'il sera obligé de reconnaître à son auteur un talent certain et à son éditeur le courage rarement publié des textes dont la vente paraît assurée. Si le but d'un éditeur est de proposer de nouveaux talents aux lecteurs et, pour cela, de ne pas se soustraire aux risques commerciaux qu'implique cette démarche,

« Maurice Nadeau, pour un libraire, c'est la référence, enfin pour un libraire désireux de vendre autre chose que ces soupes... »

Maurice Nadeau relève haut la main le défi. Que l'on en juge : parmi les écrivains qu'il a « révélés », figurent Henry Miller, Malcolm Lowry, Georges Perec, John Hawkes, Roland Barthes, Michel Leiris... Grâces leur soient rendues, écrit-il, affirmant, modeste, que c'est lui qui leur doit tout, un peu comme Armand Robin (dont il trace d'ailleurs le portrait) prétendait se traduire en traduisant (ou plutôt, selon son expression, en non-traduisant) d'autres poètes.

Chose moins connue, Maurice Nadeau, par ailleurs actuellement directeur de la *Quinzaine littéraire* (le seul journal consacré aux livres qui peut accorder

autant la place, dans ses colonnes, au roman d'un auteur à succès tiré à 100 000 exemplaires par Gallimard ou Le Seuil qu'à l'essai d'un inconnu tiré à 1 000 exemplaires par une obscure maison d'édition) a été militant trotskyste, après avoir fait un détour par le PC. Ami de Pierre Naville, il a pris part très jeune aux incessants combats en faveur de l'émancipation prolétarienne. Aujourd'hui encore, il ne cache pas ses convictions trotskistes, usant pour cela d'une liberté toute... libertaire ! Et puisque nous en sommes à l'aspect politique de son livre, remarquons que l'on y découvre Pascal Pia, l'un des fondateurs avec Albert Camus du journal *Combat* durant l'Occupation, professant des idées anarchistes. Ce qui, cela va sans dire mais précisons-le tout de même, ne nuit nullement à l'amitié qui le rapproche de Nadeau.

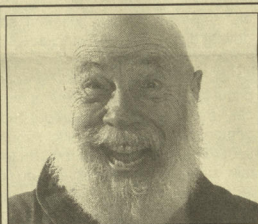
Destin assez étonnant, donc, que celui de Maurice Nadeau, qui ne peut que réjouir quiconque s'attache à promouvoir l'art sans négliger l'aspect politique. Avec un homme de cette trempe, le métier d'éditeur gagne ses lettres de noblesse, en dépit de toutes ces maisons qui s'acharnent à encombrer les rayons des librairies de leur production indigeste. Le livre n'est plus simplement un objet commercial, mais se trouve paré d'autres vertus, comme celle de permettre aux lecteurs de se former une conscience grâce à l'art distillé dans la vie quotidienne.

Thierry Maricourt

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

- Judi 28 mars**
 - « Tiens, voilà le hallebardier ! » (12 h - 14 h 30) : théâtre.
 - « Si vis pacem » (18 h - 19 h 30) : émission de l'Union pacifiste.
- Vendredi 29 mars**
 - « Ithaque » (22 h 30 - 2 h) : les mécanismes du changement.
- Samedi 30 mars**
 - « La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : bilan de la grève SNCF, DOM-TOM, mineurs russes.
 - « BDDA et cie » (18 h - 19 h 30) : émission BD.
- Mardi 2 avril**
 - « Blues en liberté » (10 h - 12 h) : T. Bone Walker.

Marie-Josée Vilar (avec le soutien de Radio-Libertaire) pour son nouvel album, « Temps calme », vous propose un concert gratuit le 26 mars, à 13 h, à la FNAC-Défense. et une rencontre le 30 mars, à 16 h 30, à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot (M^o République ou Oberkampf), 75011 Paris.



NOUVEAUTE
 « Libres pensées d'un penseur libre », de **Léo Campion**, (éd. Bagaudes).
 Prix : 95 F (+ 10 F de port),
 chèques à libeller à l'ordre de **Publico**.
 Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Nouvelle grille de Radio-Libertaire (89.4 FM). Tél. : (1).48.05.34.08.

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
8 h - 9 h : les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante, avec des interventions du père Peinard. 9 h - 12 h : « Micro-musique », sélection de chansons rock, folk et jazz. 12 h - 14 h : rediffusion de « Femmes Libres ». 14 h - 16 h : « La guerre qu'on voit danser ». 13 h 30 - 16 h 30 : « Micro-musique ». 16 h 30 - 18 h : « Chronique de l'ozone », de la poésie avec Théophile. 18 h - 19 h : « At the jazz band bal », du jazz Nouvelle-Orléans. 19 h - 20 h 30 : « Chronique syndicale », les luttes sociales : commentaires et analyses. 20 h 30 - 22 h : « Ça urge au bout de la scène », le magazine de la chanson vivante. 22 h - 23 h : « Han yu guang bo », magazine en langue chinoise. 23 h - 24 h : « De la pente du carmel, la vue est magnifique », c'est de l'humour... noir.	8 h - 9 h : Les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante. 9 h - 10 h : « Cannelle et cerises », les coups de cœur de Cathy (musique, interviews et lectures). 10 h - 12 h : « Blues en liberté ». 12 h - 14 h : rediffusion de « Femmes Libres » : femmes qui luttent, femmes qui témoignent. 14 h - 15 h : « Micro-musique ». 15 h - 16 h 30 : « Histoires courtes », la lectrice de Radio-Libertaire. 16 h 30 - 18 h : « Wreck this mess », cocktail rock de la côte Est des USA. 18 h - 19 h 30 : « Enlivrez-vous », petit voyage en « libération ». 19 h 30 - 20 h 30 : « Parole d'associations » : chaque semaine une association présente son travail. 20 h 30 - 22 h 30 : « Radio-Libertaria », réflexions et analyses sur l'actualité nationale et internationale, avec des militants de la CNT-AIT. 22 h 30 - 24 h : « Jazz en liberté » : du free. 24 h - 3 h : « Expression », du jazz, du blues, du flamenco...	8 h - 9 h : Les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante. 9 h - 10 h : « Pour mémoire », magazine d'humour sur l'actualité (*). « J'ai mal à la terre », les relations entre les peuples (*). 10 h - 12 h : « L'enfant sauvage », émission pour les petits et grands, avec Nora. 12 h - 13 h 30 : « Micro-z'oreilles », émission pour petits et grands, avec Philippe. 13 h 30 - 15 h : « Comme une orange à mon balcon » : l'individu et son langage, avec de nombreux artistes. 15 h - 16 h 30 : « Dazibao », émission de la CLEA (Coordination des lycéens et étudiants anarchistes). 16 h 30 - 17 h : « Micro-musique ». 17 h - 18 h 30 : « Petites annonces et disques à la demande ». 18 h 30 - 20 h 30 : « Femmes Libres » : femmes qui luttent, femmes qui témoignent. 20 h 30 - 22 h 30 : « Ras les murs », l'émission sur la prison. 22 h 30 - 1 h : « La théorie du tomahawk », le magazine des jeunes cultures.	8 h - 9 h : les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante. 9 h - 9 h 30 : « Micro-musique ». 9 h 30 - 12 h : « Extrême limite » : les luttes des chômeurs et des précaires avec la participation de la revue <i>Cash</i> . 12 h - 14 h 30 : « Tiens, voilà le hallebardier ! », émission sur le théâtre. 14 h 30 - 17 h : « Micro-musique ». 17 h - 18 h : « Résistance des banlieues », émission d'une jeunesse en révolte. 18 h - 19 h 30 : « Si vis pacem », émission antimilitariste avec l'Union pacifiste de France. 19 h 30 - 20 h 30 : « Flagrants désirs », infos gays et lesbiennes... actualité des spectacles. 20 h 30 - 22 h 30 : « L'Atelier », chronique des arts plastiques. 22 h 30 - 1 h : « Epsilonia », digressions musicales : musique électro-acoustique.	8 h - 9 h : Les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante. 9 h 15 - 10 h 15 : « Radio-Cartable », la radio des enfants des écoles d'Ivry. 10 h 30 - 12 h 30 : « Chronique hebdo », analyses de l'actualité sociale et politique de la semaine. 12 h 30 - 13 h : « Micro-musique ». 13 h - 14 h 30 : « Mon nom est Personne » : cinéma, télé, et théâtre. 14 h 30 - 16 h : « Bibliomanie », autour des livres. 16 h - 17 h : « Koumbi 1 », le rendez-vous des villages africains en France. 17 h - 18 h : « Le front des radios libres ». 18 h - 19 h : « Radio-Esperanto ». 19 h - 21 h : « L'invité du vendredi », avec la participation de la Ligue des droits de l'homme et de l'Union rationaliste. 21 h - 22 h 30 : « Koumbi 2 », le rendez-vous des villages africains en France. 22 h 30 - 1 h : « Ithaque » : médias, société et anarchie : questions et éléments de réponse (*). « Micro-musique » (*).	8 h 30 - 10 h 30 : « Han yu guang bo ». 10 h 30 - 11 h 30 : « Le père Peinard », un sale moment moment à passer pour l'engeance autoritaire. 11 h 30 - 14 h 30 : « Chronique syndicale du samedi » : des dossiers et des luttes. 14 h 30 - 16 h 30 : « De bouche à orteils », le magazine de la chanson vivante. 16 h 30 - 18 h : « Sans toit ni loi », émission sur les mal-logés. 18 h - 19 h 30 : « BDDA », bande dessinée et dessins animés. 19 h 30 - 21 h : « Y'en a pas un sur cent », les libertaires des années 90 parlent (*). « Itinéraire » (*). 21 h - 22 h : « Micro-musique ». 22 h - 24 h : « Les oiseaux de la nuit », émission pseudo scientifique et musicale. 24 h à l'aube : « Ondes de nuit », la fièvre du samedi soir.	8 h - 10 h : « Han yu guang bo ». 10 h - 12 h : « Matinée anti-cléricale », avec la <i>Libre pensée</i> . 12 h - 14 h 30 : « Folk à lier », musiques traditionnelles de France et du monde. 14 h 30 - 16 h : « Echos et frémissements d'Irlande » (*), « La fiancée de Monsieur Spok », science-fiction et fantastique (**), « 1275 âmes », jazz et polar (**). 16 h 30 - 18 h : « Fondu au noir », du cinéma (*), « Relations internationales de la Fédération anarchiste » (**), « La santé libérée », émission à propos des médecines douces (**). 18 h - 20 h : « Tribuna latino-americana », des libertaires latino-américains parlent de leur pays (*). « Le magazine libertaire », un thème, un invité autour de l'actualité (**). « Iran solidarité », avec des réfugiés politiques iraniens (**). 20 h - 22 h : « Vent d'Est », émission sur les pays de l'Est (*). « Les damnés de la terre », ce qui bouge dans le monde (*). 22 h - 23 h : « L'imaginaire », des mathématiques à la poésie. 23 h - 1 h : « Liaisons dangereuses », rock et libres propos.

Les émissions suivies d'une étoile (*) ont lieu une semaine sur deux et les émissions suivies de deux étoiles (**) ont lieu une fois dans le mois.

RENDEZ-VOUS

BOURGOIN-JALLIEU
L'association « Contre-Courants » vous invite à sa 3^e Fête de la chanson, le vendredi 5 avril, à 21 h, au théâtre Jean-Vilar de Bourgoïn-Jallieu, avec Marie-Josée Vilar (à l'occasion de son nouveau disque, *Temps calme*) et de Christian Paccoud (pour son spectacle *Anarchie ma blanche*). Entrée : 80 F (60 F pour les lycéens et chômeurs).

LYON
Le groupe Kronstadt vend le *Monde libertaire* lors d'une table de presse tenue chaque mercredi, entre 12 h et 14 h, à l'université Lyon II de Bron-Parilly.
Par ailleurs, on peut joindre les groupes FA Kronstadt et Dejaque à la librairie La Plume Noire (ouverte les mercredis et samedis en après-midi), 15, rue Rivet, la Croix-Rousse, 69001 Lyon.

LORIENT/QUIMPERLE
Le groupe Francisco-Ferrer de la FA vient de se constituer sur Lorient et Quimperlé. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

MARSEILLE
Le groupe Région-toulonnaise de la FA tiendra un stand à la « soirée d'union, de révolte et de résistance du peuple kurde », le samedi 30 mars, salle Saint-Georges, corniche de Kennedy, à Marseille. Le stand FA sera prêt dès 14 h. Entrée libre.

NANTES
Pour contacter le groupe Milly-Witkop, adressez-vous à : « Magazine Libertaire », groupe Witkop, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.
Pour contacter le GROG (groupe antimilitariste) : GRIM, BP 804, 44119 Nantes cedex.

NICE
Depuis quelques mois, un groupe FA existe sur Nice. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures, qui transmettront.

RENNES
Pour toutes les initiatives de la FA, se renseigner lors de la vente du *Monde libertaire* le samedi matin sur le marché des Lices, ou pendant la permanence du groupe FA, chaque mardi soir, à la MJC La Paillette (Tél. 99.59.34.07).

ORMESSON/SUCY-EN-BRIE
Une liaison FA existe du côté d'Ormesson/Sucy-en-Brie. On peut la contacter en écrivant aux Relations Intérieures, qui transmettront.

TOULON
Le groupe Région-toulonnaise de la FA et le Centre d'études et de culture libertaires changent d'adresse. Pour les joindre, écrivez à : CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

SOUSCRIPTION

« Diffusion de la création contemporaine » lance une souscription pour faire paraître les actes du colloque « Art et anarchie » (ouvrage de 320 pages, format 14X20, avec 30 illustrations noir et blanc, éditions du Monde Libertaire), qui est organisé à l'occasion des 10 ans de Radio-Libertaire. Prix : 110 F (prix de vente public : 130 F). Parution en novembre 1991.
Les chèques sont à libeller à l'ordre de « Diffusion de la création contemporaine » et à adresser à DCC, BP 12, 13671 Aubagne cedex.

ARMAND ROBIN

Visionnaire mort au poste

Mordicus, dans son n° 3, propose à son lectorat une pleine page sur notre camarade Armand Robin, et ceci à l'occasion des trente ans de sa tragique disparition.
Le *Monde libertaire*, par la reprise intégrale de ses articles, tient à s'associer à l'évocation de cette figure attachante du mouvement libertaire.

Armand Robin avait perçu l'avènement du régime totalitaire de la fausse parole il y a plus d'un demi-siècle, en 1934, lorsqu'il revint d'URSS. Contrairement à d'autres qui rompirent avec le bolchevisme pour encenser la démocratie, Robin dénonça dans le pouvoir absolu de Staline l'être de tous les pouvoirs et dans sa propagande la logique universelle de l'aliénation spectaculaire : « entreprise inédite tendant à séparer toute pensée du réel », se nourrissant d'un « gigantesque chaos de nouvelles, où rien n'est dit et ce qui est dit n'est jamais rien ».

Selon Robin, « connaître cette entreprise, c'est très précisément y avoir échappé » et « la nommer, c'est la détruire ». Il s'y affronta corps et âme. L'oreille rivée chaque nuit au poste de radio, il traquait la fausse parole en une quinzaine de langues (il en possédait une trentaine). Il consignait ses notes d'écoute dans un petit bulletin d'informations, qu'il diffusait à quelques dizaines d'abonnés. *La Fausse parole*, publiée en 1953, est le journal de ce journal.

Robin, qui était lui-même fils de cultivateurs bretons, méprisait les intellectuels « idolâtres de tout exercice cérébral impliquant promesse de domination sur d'autres consciences ». S'il lui semblait subsister un espoir, souvent traversé de doutes, celui-ci était, comme pour Orwell, « chez les prolétaires », « tout désigné pour ne pas perdre contact avec un réel de plus en plus douloureux ». Parmi eux, « les esclaves de l'Union soviétique », dont la révolte « sera le signal de la révolution sociale mondiale qui mettra tout directement, sans l'intermédiaire d'aucune organisation, entre les mains des travailleurs ». Il rejoignit la Fédération anarchiste après la guerre et collabora au *Libertaire*, sans jamais pourtant réduire son combat à une lutte politique.

Prostré sous les assauts incessants d'« oiseaux de proie psychiques », ce « désenvoûteur », qui voulait « tourner toute entreprise obscurantiste en son contraire », vécut jusqu'à l'ascèse la « mise à mort du verbe ». Livré à l'ubiquité des propagandes, il devint lui-même le « monde d'une voix », exilé hors d'atteinte de tous les bannissements, indésirable échappé de la mort dans la vie.

En 1943, se sachant dénoncé aux nazis (probablement par des staliens), il écrivit à la Gestapo : « Preuve un peu trop lourdes de la dégénérescence humaine (...) la somme de délectations que j'éprouve à vous dire directement "tueurs, vous êtes des tueurs" dépasse les délectations que vous aurez à me tuer (...). Vous avez assassiné, messieurs, mon frère, le travailleur allemand : je ne refuse pas, ainsi que vous le voyez, d'être assassiné à côté de lui ».

Le candidat de toutes les listes noires

En août 1944, il adressa une lettre au très puissant Comité national des écrivains pour demander à figurer sur ses listes noires, ce qui fut fait deux mois plus tard. En 1946, il annonça au Comité d'épuration pour les Lettres, autre officine stalinienne du ministère de l'Éducation nationale « aragonisée », qu'il se portait « candidat d'avance pour toutes les listes noires ».

« Contre cette guerre, disait Robin évoquant la « guerre blanche sans nom » que les pouvoirs ont livrée à l'esprit, il n'est pas trop d'avoir pour abris tous les temps et tous les pays où quelque chose de l'homme fut tellement en vie que cela restera en vie, même si viennent les temps où tous les vivants se hâteront d'applaudir à leur mort. » Peu d'hommes auront mené cette dialectique de la solitude, par laquelle je devient autre, aussi loin que cet homme apprenant toutes les langues à seule fin d'y trouver un poème qui lui parle. C'est ainsi que Maïakowski, Blok, Essenine, Ady, Mickiewicz, Dylan Thomas, Tou Fou, Hölderlin, Shakespeare, Khayam, parmi trente autres, se « non-traduisirent » en Robin. A ce point d'universa-

Une inédite variété d'aveugles

Découvrant la télévision à ses débuts, Robin avait pressenti en elle la naissance d'un instrument destiné à parachever « l'entreprise de domination psychique universelle ».

Si peu qu'on y réfléchisse et qu'on ait en l'esprit le conditionnement d'ensemble de cette époque, l'engin à images est logiquement appelé à servir à de redoutables opérations de domination mentale à distance ; il ne se peut pas qu'à travers lui ne soient tentés des travaux visant à dompter, à magnétiser de loin des millions et des millions d'hommes ; par lui, une chape d'hypnose pourrait être télédescendue sur des peuples entiers de cerveaux, et cela presque subrepticement, sans que les victimes cessent de se sentir devant d'agréables spectacles.

Et même, sous les formes où cette machine est présentement utilisée, elle se passe déjà quelque chose d'étrange : les boutons de commande permettent à tout instant de rejeter à leur origine le tohu-bohu de lignes et de points toutes ces images que d'autre part par ces mêmes boutons on compose si commodément ; ce visage jeté au loin sous vos yeux est à la fois véritablement présent et véritablement absent, on le rend à volonté très proche ou très lointain, stable ou fluctuant, précis ou flou, obscur ou lumineux, et même on peut le laisser aller à la dérive, changé en on ne sait quel tissu que les ondes entraînent en un frissonnement incessant ; somme toute, démonstration vous est faite que le réel est décomposable ou recomposable à volonté, qu'il n'existe pas en tant que tel et que donc le voir naturellement n'a aucune valeur, pis, qu'il n'accède à une existence toujours remise en question que s'il a été au préalable construit par des hypersavants qui le peuvent à tout instant tordre, agiter, bouleverser, brouiller, de toutes les façons. La propagande obsessionnelle tend à persuader qu'il n'y a qu'avantages à ne plus entendre par soi-même ; la machine à regarder peut servir à créer une inédite variété d'aveugles.

Armand Robin (*La Fausse parole*, 1953)

Bibliographie :

- *La Fausse Parole*, Le Temps qui fait, 1985.
- *Ma vie sans moi*, suivi du *Monde sans voix*, Gallimard, 1970.
- *Les Poèmes indésirables*, Plein chant, 1979.
- *Écrits oubliés* (2 tomes), Ubacs, 1986.

lit se rencontre les deux visages de Robin, parole niée chaque nuit puis, reconquise à l'aube.

Epuisé, malade et sans ressources, Robin disparut le 29 mars 1961, dans des circonstances mal connues. Il avait quitté son domicile deux jours avant. Arrêté lors d'un contrôle de police, on le retrouva mort à l'infirmerie spéciale du dépôt. Selon ses amis, il aurait été tabassé à mort par des argousins n'ayant pas supporté ses habituelles provocations. Mort avant la fin de la guerre d'Algérie, il était né quarante-neuf ans plus tôt, à la veille de la Première Guerre mondiale. Dans une autre guerre revient maintenant ces mots du *Monde d'une voix* : « Je suis avec vous tous. Je suis votre peur de la mort. »

Alfred

PARUTIONS

ENVELOPPE

Radio-Libertaire vient d'édition des enveloppes (format : 11X22) dotées du logo conçu pour les dix ans de la radio. Prix : 1,50 F l'unité, 1,30 au dessus de 10 et 1 F au dessus de 100. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

PRESSE

Contre vents et Marées, n° 77 (mars) est sorti. Il est en vente à « Contre-Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoïn-Jallieu. Prix : 5 F.

SOMMAIRE

PAGE 1 : La Réunion en ébullition, Grèce : temps de contestation, Laissez-les vivre !, Editorial.
PAGE 2 : Sondages d'opinions... le piège à cons, Le Pen est un détail.
PAGE 3 : Grèce : temps de contestation (suite de la Une), Informations suisses, En bref.
PAGE 4 : Regard : « L'immigration dans la classe ouvrière en France », Cinéma : « Le Brasier ».
PAGE 5 : Regard : « L'immigration dans la classe ouvrière en France » (suite de la page 4).
PAGE 6 : Témoignage d'une militante de « Femmes Libres », Sara Guillem, Lyon : les squatters contre le Front national, Transports : le monde comment il va, à Saint-Georges-d'Aranc.
PAGE 7 : Sélection R.-L., Grâce lui soient rendues !, La nouvelle grille de Radio-Libertaire.
PAGE 8 : Armand Robin... visionnaire mort au poste, Une inédite variété d'aveugles, Le dessin de la semaine, Infos FA.

Le dessin de la semaine

